

BUDGET MILITAIRE 2009

indécent et dangereux

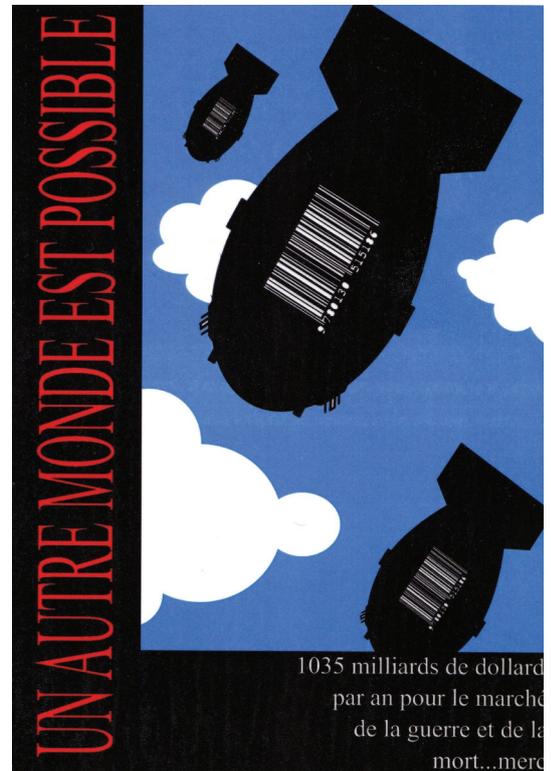
Le 7 novembre, les parlementaires étaient appelés à voter un budget militaire 2009 en hausse de 5,4%, alors que l'austérité est la règle pour l'ensemble des budgets sociaux...

Le budget 2009 de la Défense a une physionomie quelque peu surréaliste.

Alors que le budget global de l'État est marqué d'une austérité renforcée, opérant des coupes sombres dans de nombreux secteurs sociaux, affectant la vie quotidienne des Français, alors que le poids de la dette s'alourdit, (66% du PIB), que la croissance est inférieure à 1%, et que, pour couronner le tout, une crise financière synonyme de récession frappe, pour laquelle il est demandé, oh ironie, un effort collectif pour faire face, on découvre un budget de la Défense, lui, en pleine vigueur. Ainsi ce budget dispose-t-il de 32 milliards d'euros (hors pensions), soit une progression de 5,4% sur 2008, dans lesquels les crédits d'équipements (entendre essentiellement des armements) enregistrent avec 17,01 milliards d'euros une progression de plus de 10%, et, en leur sein, une part toujours plus importante du nucléaire (23% contre 20% en 2008) soit 10 millions d'euros par jour pour les armes nucléaires !

Le prix de la sécurité.

Les opérations extérieures (OPEX) sont bien dotées, bien que cela ne soie que des prévisions qui, comme les années précédentes, auront tendance à crever le plafond des crédits accordés. Ce tableau est déjà indécent en soi, et il l'est encore plus lorsqu'il est annoncé qu'il ne s'agit que d'une première « salve », et que les crédits alloués font partie d'un plan triennal, lequel devrait atteindre d'ici à 2011, 96 milliards d'euros. Alors la sécurité n'a pas de prix nous rétorquera-t-on. Quelle sécurité ? Quelles sont les menaces qui pèsent sur notre pays justifiant de telles priorités, de telles dispositions ? Ne s'agirait-il pas plutôt, au delà des considérations financières qui n'en seraient que le reflet, d'engager la France dans des politiques de puissance, comme contribution à des réponses occidentalo-atlantistes aux défis mondiaux actuels ? Ce qui se traduit en particulier par la volonté de plus en plus affirmée de prendre une



Affiche réalisée par les lycéens de Quimperlé (29)

plus grande place au sein de l'Otan. La France est déjà 4^{ème} contributeur financier (115 millions d'euros) et 5^{ème} pour les effectifs militaires engagés par l'Organisation.

Aller encore plus loin nécessite des moyens.

Ce n'est pas un procès d'intention car l'orientation figure en toutes lettres dans le document budgétaire lui-même. Ce dessein a pris corps avec l'élaboration du nouveau Livre blanc sur la Défense qui s'est substitué récemment à celui en vigueur depuis 1994, devenu visiblement obsolète (ce qui ne signifie nullement que le nouveau prend réellement en compte la nouvelle situation). Élaboré par une commission taillée sur mesure par le chef de l'État, sans véritable concertation démocratique, il peine à répondre aux défis du monde contemporain et ainsi ne permet pas de dégager les réponses inédites que pourrait impulser la France.

Il reste que la volonté de maintenir le cap est évidente pour les autorités françaises.

Ainsi que l'a souligné le ministre de la Défense, Hervé Morin, dans sa présentation du budget 2009 « le projet de loi de programmation militaire reprendra l'ensemble des orientations du Livre blanc pour les années 2009 à 2011. » Mais qu'en sera-t-il en réalité ? Ces orientations ne sont pas gravées dans le marbre, un autre processus est possible si l'opinion pèse en ce sens. Des options beaucoup moins coûteuses et beaucoup moins dangereuses peuvent être définies et imposées, permettant à notre pays de jouer un rôle positif, à sa mesure sur la scène internationale.

Jacques Le Dauphin

EN SAVOIR PLUS

- Le budget 2009 de la Défense : « Les Documents » N° 273-novembre 2008
- Pétition, voir site : www.mvtpaix.org